



DOCUMENTS

DU VIIème CONGRES

DU

PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN

(17 DECEMBRE 1985)

PUBLICATION DU P.D.K. D'IRAN A L'ETRANGER

Communiqué du Comité Central du P.D.K. d'Iran
concernant la tenue du VIIème Congrès.

Chers compatriotes,

Chers camarades,

Le Comité Central du P.D.K.I. est heureux de vous informer de la tenue de son VIIème Congrès, le 17 décembre 1985, jour commémoratif de la fondation des forces des Peshmergas.

Ce Congrès a duré quatre jours. De toute évidence, la tenue de ce Congrès, conformément au programme du P.D.K.I, constitue dans les conditions actuelles une victoire considérable pour le P.D.K.I. et démontre, une fois encore, que celui-ci reste une organisation révolutionnaire puissante que l'ennemi demeure incapable de bloquer ou d'anéantir.

Après l'ouverture du Congrès avec l'hymne national Kurde, **Ey Raquib**, la lecture d'une introduction du doyen des congressistes, tous les délégués venus de l'ensemble du Kurdistan ont observé une minute de silence à la mémoire

des martyrs du Kurdistan et de l'ensemble de l'Iran.

Ensuite, le Secrétaire général du Parti, le Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, a présenté le rapport du Comité Central.

Outre l'analyse de la situation internationale, de l'Iran et du Kurdistan, ce rapport exposait en détails les activités et la politique du Parti.

Après deux jours de débats, les délégués des Comités et des autres organismes du Parti, ont approuvé à l'unanimité le rapport du Comité Central. De surcroît, après les débats, une résolution importante a été rédigée et, sur proposition des délégués, fut ensuite approuvée; elle servira de directive dans l'exécution des tâches à venir.

Enfin, le Congrès a élu les membres en titre, de même que les suppléants du Comité Central du P.D.K.I, le 21 décembre 1985, et le nouveau Comité Central a réélu à l'unanimité le Docteur Ghassemlou au poste de Secrétaire Général

du Parti.

Une grosse partie des messages de félicitations et de soutien adressés par de nombreuses organisations et de personnalités démocrates et progressistes du Kurdistan, d'Iran et du monde entier, furent lus pendant le Congrès.

Le VIIème Congrès a fait la preuve de l'unité politique des organismes de notre Parti et les débats ont pleinement démontré le haut niveau de conscience politique des membres, des cadres et des combattants de notre Parti. Il a également montré la compétence organisationnelle et planificatrice de notre Parti. La tenue du VIIème Congrès dans les difficiles conditions actuelles a prouvé combien notre Parti occupe une place particulière parmi nos Congrès. Il a reçu le nom de "Congrès des 40 années de lutte". Le VIIème Congrès a terminé ses travaux dans une atmosphère pleine d'optimisme et d'espoir pour la lutte de l'avenir du peuple Kurde; cette lutte que dirige le P.D.K.I. pour l'établissement de la démocratie en Iran et l'obtention de l'autonomie au Kurdistan. Continuons la lutte pour se réalisent les objectifs et les résolutions du VIIème Congrès.

Comité Central du P.D.K.I

22 décembre 1985



RAPPORT DU COMITE CENTRAL
AU
VIIème CONGRES
DU
PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN
PAR LE CAMARADE DR.A.R. GHASSEMLOU
SECRETAIRE GENERAL
DECEMBRE 1985

RAPPORT DU COMITE CENTRAL
du
PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAN
au

VIIème CONGRES

AVANT-PROPOS

Chers Camarades,

Au nom du Comité Central du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, je vous souhaite la bienvenue et j'espère que ce Congrès qui se tient dans une phase déterminante de la lutte du peuple Kurde et des peuples d'Iran sera un succès.

Tous les délégués feront sûrement de leur mieux pour que le Congrès soit réussi, en participant activement à ses travaux.

Presque deux ans se sont écoulés depuis notre VIème Congrès. Il y a lieu de se féliciter qu'en

dépit des conditions difficiles, notre Parti ait régulièrement tenu ses Congrès, ce qui est le signe de sa vitalité, de son progrès et de son profond attachement à la démocratie. Il y a un mois, les conférences du Parti se sont tenues dans les diverses régions du Kurdistan pour élire leurs représentants. Le P.D.K.I, en tant qu'organisation agissante très active à l'intérieur de l'Iran, ne peut que se réjouir de réussir à tenir, en temps et en heure, ses Congrès, conformément aux règles de la démocratie. C'est un fait sans précédent, non seulement en Iran, mais encore dans l'histoire contemporaine du Proche-Orient, pour une organisation qui dirige la lutte armée, face à l'un des pires oppresseurs de tous les temps. Résister à un tel régime et en même temps tenir régulièrement des Congrès est une grande victoire pour le Parti. Cette victoire ne serait pas possible sans les expériences d'une lutte permanente et sanglante. Beaucoup de Peshmergas, de cadres et de membres du Parti sont morts martyrs entre les deux Congrès.

Ils se sont sacrifiés pour la liberté du peuple Kurde et des autres peuples d'Iran. Nous avons perdu des êtres remarquables en la personne de Kak Abdullah Bahramy, Kak Karim Aliyar, Kak Kamal Dabaghi, membres du Comité Central, Kak Sadig Farrokhian, membre suppléant du Comité Central, Kak Taha Hahgtalab, conseiller du Comité Central, les responsables des Comités des Provinces : Kak Rahman Sofizadeh et Kak Seyed Kamal Heidary et les commandants Kak Fagheh Abdullah, Kak Mohamed Amin Bahram Mirza (Tchirtcha), Kak Ibrahim Cheikhaly, Kak Omar Ghaytaran. La meilleure manière de rendre hommage à nos regrettés martyrs et à tous les martyrs dans l'ensemble de l'Iran, c'est de continuer dans la voie qu'ils nous ont tracée, de perpétuer la lutte pour laquelle ils ont sacrifié leur vie et de prêter le serment que nous continuerons la lutte jusqu'à ce que l'Iran accède à la démocratie, et le Kurdistan à l'autonomie. Nous saluons au nom du VIIème Congrès les fils invincibles de notre Parti, les prisonniers politiques d'Iran et surtout les membres et

les sympathisants du P.D.K. d'Iran. Nous saluons les résistants qui, sous la torture et dans des conditions intolérables, sont restés fidèles aux idéaux du Parti : démocratie pour l'Iran, autonomie pour le Kurdistan.

Le VIIème Congrès de notre Parti se tient à l'heure où nous avons surmonté militairement la phase la plus difficile de la lutte armée et avons réussi à nous assurer l'initiative des opérations en adoptant les tactiques de guérilla. Les affrontements de l'année dernière ont démontré que les forces armées du régime sont devenues de plus en plus vulnérables et, en revanche, la force de frappe des forces Peshmergas va croissant. Le VIIème Congrès se tient à l'heure où l'unité politique et organisationnelle du Parti et les forces des Peshmergas sont rassemblées autour du programme et des mots d'ordre du Parti. En bref, le Parti purifié des déviationnistes, la ligne générale du Parti, approuvée dans toutes les conférences du Parti démontre une

unité sans précédent. Politiquement, le VIIème Congrès a été mieux préparé et les délégués présents sont les porte-parole directs, élus démocratiquement à l'issue des conférences. Les conférences du Parti ont envoyé leurs résolutions au Congrès et le contenu des travaux de ce dernier s'est enrichi. Le Congrès est devenu la cristallisation des activités de tous les membres et des conférences du Parti. Le VIIème Congrès est exceptionnel en ce qu'il se tient à l'occasion du 40ème anniversaire de la fondation du Parti. Il représente le dernier volet de 40 ans de lutte et d'activité du Parti, et occupe une place prépondérante parmi tous les autres Congrès. C'est pourquoi le Comité Central propose au VIIème Congrès de l'appeler "Le Congrès des 40 ans de lutte".

Analyse de la situation internationale.

Au plan de la politique mondiale, les points essentiels prévus par le VIème Congrès ont été réalisés. A cette époque, la crise économique qui s'est traduite par un chômage sans précédent, la vie chère, la diminution du développement économique et le bouleversement du système

monétaire, allant de pair avec la crise politique du système capitaliste, constituent les aspects essentiels de la situation internationale et ont provoqué des affrontements entre la plupart des pays. Il convient de noter quelques éléments nouveaux :

- La réélection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis a renforcé la position des monopoles américains dont la politique d'hégémonie réactionnaire n'est plus à démontrer. Cette politique est très claire en Amérique Centrale, au Proche-Orient et en Europe.

Cette politique s'est traduite en Amérique centrale par l'occupation de Grenade et par la tentative d'agression au Nicaragua; au Proche-Orient par le soutien de la politique interventionniste d'Israël, l'hostilité contre les mouvements de libération des populations locales; en Europe par l'installation de missiles intercontinentaux.

En essayant d'imposer son projet de défense connu sous le nom de "Guerre des étoiles", et qui implique des dépenses de milliards de dollars, Reagan veut assurer la suprématie atomique des

U.S.A. sur l'U.R.S.S.

Les changements survenus dans la direction de l'U.R.S.S. risquent d'avoir des conséquences sur le plan politique intérieur et extérieur, bien que tous les aspects de ce changement ne soient pas évidents, mais ils auront nécessairement un impact sur les positions qu'adoptera l'U.R.S.S. sur les problèmes internationaux. On s'attend à ce que ces changements se traduisent davantage en Europe et au Proche-Orient. Comme c'est la tradition en U.R.S.S., les modifications profondes ne se réalisent pas du jour au lendemain, mais sans doute le 27ème Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. qui se tiendra prochainement déterminera les éléments essentiels de cette politique. Une chose est désormais certaine, c'est que la politique étrangère de l'U.R.S.S. se manifeste beaucoup plus activement dans le monde entier. De plus, on s'attend à des changements importants dans la politique étrangère soviétique. Si la politique internationale continue d'être fonction de la relation entre Est et Ouest, l'Europe occidentale, le Japon, la Chine et une grande

partie des pays non-alignés en Asie et en Amérique latine joueront un rôle croissant dans la politique mondiale. Le rôle des peuples dans la préservation de la paix mondiale, la détermination de la politique internationale deviennent de plus en plus importantes, bien que les relations entre Est et Ouest restent un facteur déterminant. Rappelons la récente rencontre des deux principales puissances, l'U.R.S.S. et les U.S.A. Nous considérons ce type de rencontres et de négociations entre ces deux puissances, ainsi qu'entre tous les états qui jouent un rôle important dans la politique mondiale, comme pouvant contribuer à empêcher la guerre atomique.

Le régime de Khomeiny n'envisageait pas sans appréhension la prochaine rencontre Reagan & Gorbatchev, dans la mesure où il avait compris que l'U.R.S.S. et les U.S.A. étaient devenues hostiles au régime de Khomeiny, chacune pour diverses raisons. L'U.R.S.S. le désapprouve parce que le régime est anti-communiste et qu'avec les U.S.A. il aide les groupes armés Afgans contre l'U.R.S.S. et la république démocratique

d'Afghanistan; en outre, il poursuit sa guerre contre l'Irak et sa politique expansionniste contre les autres pays. La pratique croissante du terrorisme est devenue la politique officielle. Tout cela fait que la plupart des états du Proche-Orient, et les Etats arabes en particulier, se rapprochent de plus en plus de l'impérialisme. En réalité, le régime de Khomeiny a assuré la réalisation des objectifs des U.S.A. au Proche-Orient, s'entêtant à poursuivre une guerre dont la conséquence est l'achat massif d'armement dans la région du Golfe Persique. L'intensité des besoins en pétrole des états de la région a placé l'O.P.E.P. au bord de l'éclatement. Malgré tous les services rendus par le régime de Khomeiny aux U.S.A. le gouvernement de ce pays est lui aussi hostile à la République Islamique car les U.S.A. craignent que la guerre Iran/Irak ne s'étende aux autres pays du Golfe, mettant ainsi en danger ses intérêts stratégiques et économiques. En somme, la politique expansionniste de Khomeiny fait peur aux U.S.A. La montée de l'intégrisme qui menace des pays tels que l'Egypte, la Turquie

et le Pakistan, etc... a particulièrement effrayé les autorités de Washington, tant il est évident que les pays occidentaux avancés sont pratiquement impuissants devant les détournements d'avions, les prises d'otages et les bombes. Malgré tout, ces deux grandes puissances ne sont pas prêtes de menacer l'équilibre existant au Proche-Orient et d'aggraver la situation, et c'est pourquoi, dans les conditions actuelles, il n'y a pas de risque d'une intervention militaire de l'une ou l'autre puissance. Ceci est également valable pour l'Iran, surtout si l'on considère que l'Iran diffère beaucoup de l'Afghanistan qui, au point de vue stratégique, politique et économique, joue le rôle de pays-clé au Proche-Orient. Même si, lors de la rencontre Reagan/Gorbatchev il a été question de l'Iran, aucune décision n'a été prise sur son avenir et une telle décision ne saurait être prise. Bien qu'il ne faille pas négliger les effets de la politique internationale en général, et la politique des deux grandes puissances, la destinée de l'Iran, de même que celle de l'ensemble de la

région relève toujours des peuples du Proche-Orient. Le facteur extérieur peut et doit au pire être pris en compte comme un facteur secondaire. Pour résoudre les problèmes et les difficultés économiques, les relations entre nord et sud (pays industriels avancés et Tiers-Monde) jouent un rôle important. Ces relations à long terme caractérisent l'aspect économique du monde. Le problème essentiel est l'existence de rapports économiques inégaux entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. De tels rapports appauvrissent les pays du Tiers-Monde et enrichissent les pays industrialisés. La lutte contre toutes les oppressions reste le facteur le plus encourageant dans l'évolution des politiques mondiales. Dans certains pays, cette lutte vise à supprimer la ségrégation raciale (Afrique du Sud), ou l'opposition religieuse (Liban), mais dans la plupart des autres, il s'agit de supprimer l'oppression nationale et d'obtenir le droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Il faut considérer ces luttes pour les libertés de l'homme comme les manifestations les

plus importantes de l'histoire contemporaine. La lutte pour assurer les droits de l'homme et les libertés démocratiques, en un mot la lutte pour la démocratie dans le monde entier, se déroule selon des conditions particulière à chaque pays et selon des méthodes qui lui sont propres.

Sans doute existe-t-il un lien organique entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dans la plupart des pays capitalistes avancés, où les libertés démocratiques et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont, jusqu'à un certain point, réalisés, la lutte des travailleurs pour l'obtention de leurs droits économiques et sociaux légitimes, pour la suppression du système capitaliste (c'est-à-dire la lutte des classes) constitue l'essentiel des luttes de masse. Cette lutte fait partie de la lutte mondiale pour le socialisme.

Dans certains autres pays capitalistes, la question nationale n'est pas totalement résolue; c'est le cas de l'Irlande et du Pays basque en

Espagne, et c'est la raison pour laquelle la lutte contre l'oppression continue dans ces pays.

Le Proche-Orient est une des régions les plus bouleversées par les luttes de libération. Très importante économiquement et stratégiquement, cette partie du monde où coexistent une dizaine de peuples et de religions différents est devenue un foyer d'affrontements entre les forces internationales et les forces locales. Il est, hélas, probable que le Proche-Orient restera encore longtemps le siège de luttes violentes. Tant que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, notamment des peuples palestinien et Kurde, ne sera pas assuré et que les peuples du Proche-Orient ne jouiront pas de la démocratie, la situation restera explosive. Sur le plan mondial, tant que se poursuivra la lutte entre guerre et paix, entre socialisme et capitalisme, entre travailleurs et exploités, entre mouvements de libération et oppression nationale, entre égalité des races et ségrégation raciale, entre démocratie et dictature, enfin entre défense et atteinte aux droits de l'homme, et violation de ces mêmes

droits, il n'y aura pas de paix.

Dans le monde entier, la lutte pour l'un de ces objectifs, compte tenu des conditions ambiantes, reste prioritaire.

Bien que ce long combat pour l'obtention de la liberté et de l'égalité connaisse des vicissitudes, il continue et connaît de nouvelles victoires. L'effondrement des dictatures en Asie et en Amérique Latine, et l'essor des mouvements de libération des peuples opprimés, démontre clairement cette réalité.

Analyse de la situation iranienne

Pour ce qui est de la situation en Iran, la crise du régime aux plans militaire, économique et socio-politique persiste dans toute son ampleur; le régime n'a aucune solution ni aucun programme pour résoudre cette crise et il ne saurait en trouver de par sa nature même.

La situation économique de la République Islamique reste extrêmement critique : le pétrole constitue la source essentielle des revenus du régime et en

même temps la source de l'hémorragie de devises à l'étranger et des dépenses en rials à l'intérieur. Jusqu'ici le régime a exploité deux solutions, c'est-à-dire la planche à billets et l'abaissement du niveau de consommation de la population, mais ces retours s'avèrent désormais inopérants. Abuser de la planche à billets entraîne une inflation galopante et dévalue le rial de plus en plus; il en résulte une augmentation démesurée du coût de la vie qui est déjà prohibitif. Bien que nous ne possédions pas le chiffre exact de la masse monétaire et que la plupart des statistiques fournies par le régime soient falsifiées, ces statistiques, même approximatives, démontrent néanmoins la dégradation de la situation économique du pays.

De 1979 à 1984, le volume de la masse monétaire, c'est-à-dire l'argent papier en circulation, s'est multiplié par 4. Il est passé de 250 milliards de toumans à 1000 milliards de toumans, c'est-à-dire une augmentation annuelle de 32 %; sans doute en 1985 atteindra-t-elle 5 fois plus qu'en 1979. Elle a donc actuellement dépassé le chiffre

de 1300 milliards de toumans. Le développement rapide de l'inflation a des conséquences dramatiques sur l'économie du pays, inflation qui malheureusement ne résulte pas de la progression rapide de l'économie mais de la guerre. La plus grande partie de cette monnaie imprimée qui circule est consacrée aux dépenses de l'état, des forces armées (Pasdarans et Bassidgi). En réalité, cette monnaie sans contrepartie sert à compenser le déficit budgétaire, évalué par le Premier Ministre de 400 à 500 milliards de rials, pour l'année 1986.

Apparemment, l'état reçoit cet argent à titre d'emprunt de la Banque Centrale. Pour alimenter un tel gouffre, celle-ci ne peut avoir d'autre recours que la planche à billets.

L'inflation dévalue le rial et par conséquent, les articles importés atteignent des prix jamais atteints. Le régime a beaucoup de mal à se procurer des devises à l'extérieur, provoquant des problèmes dramatiques pour l'état et le secteur privé, incapables de financer les matériaux nécessaires aux moyens de production, machines-

outils, machines agricoles et matières premières, de sorte qu'une grande partie des usines ferment leurs portes. L'agriculture reste sans tracteurs, moissonneuses-batteuses et autres outils. La production industrielle et agricole se détériore et le nombre des chômeurs va croissant.

D'autre part, l'inflation provoque l'augmentation des articles courants et la diminution du niveau de vie des travailleurs.

De 1978 à 1984, selon les statistiques officielles, (dans celles-ci, sont exclus le marché libre et le marché noir, on prend seulement en compte le prix avec tickets de rationnement), les prix se sont multipliés par 3. Si l'on considère l'année 1985 et le prix réel des articles, des services et des loyers, on constate que durant les sept années de la République Islamique les prix se sont multipliés dans la proportion de 4 à 5. Le résultat logique d'une telle situation est la baisse du niveau de vie des masses populaires en général et celle des travailleurs des villes et des villages en

particulier.

Si l'on s'appuie sur les statistiques officielles publiées en 1984 qui prévoient la situation de 1985, nous obtenons les chiffres suivants : en 1979, le revenu mensuel d'une famille citadine moyenne était de 4290 toumans. Le revenu en 1984 était de 5780 toumans et, en 1985, il doit logiquement atteindre 6430 toumans, c'est-à-dire une fois et demi de plus qu'en 1979.

Si les dépenses de cette famille en 1979 étaient de 4400 toumans, elles devraient logiquement atteindre la somme de 9280 toumans pour 1984 et celle de 13.420 toumans pour 1985, à savoir largement trois fois plus. En 1979, les dépenses mensuelles d'une famille citadine moyenne excédaient ses revenus de 1100 toumans, ce qui signifie que son déficit mensuel était de 1100 toumans : en 1985, ce déficit atteignait 2850 toumans. En conséquence, pour compenser ce déficit, une telle famille a été contrainte d'acheter moins et dans des conditions plus difficiles. Une famille paysanne moyenne n'est pas mieux lotie : alors qu'en 1979, le revenu de ces deux familles était presque

similaire, les dépenses de la famille paysanne ont quadruplé en 1985, accusant un déficit budgétaire de 4600 toumans. Une telle situation montre facilement le délabrement de l'agriculture iranienne ainsi que l'exode massif des paysans vers les villes.

Afin de mieux expliquer les dégâts causés par le conflit Iran-Irak et la guerre contre le Kurdistan, il nous semble nécessaire d'analyser les contradictions existant entre les possibilités économiques de l'Etat (les rentrées de devises prévues pour 1984 étaient de 10 milliards de dollars) et l'énorme hémorragie financière causée par la guerre de la manière suivante : D'après les estimations des experts militaires occidentaux, le coût de la guerre contre l'Irak d'une part, et le Kurdistan d'autre part, s'élevait à 13 milliards 300 millions de dollars en 1984. Logiquement, ce montant devait augmenter en 1985, de sorte que le régime de Khomeiny consacrant les revenus du pétrole aux dépenses militaires, il restera un déficit de 3 milliards 300 millions de dollars....

Monsieur Moussavi, Premier Ministre du régime, prévoit une augmentation de 12 % pour les dépenses militaires de 1986.

Supposons qu'en 1985 le régime ait dépensé pour la guerre le même montant qu'en 1984 : les dépenses militaires prévues dans ce cas atteindront plus de 15 milliards de dollars auxquelles le régime sera bien incapable de faire face.

La nature inique du régime de Khomeiny est parfaitement illustrée par ces chiffres : l'année dernière, le coût d'une journée de guerre était de 36 millions de dollars, c'est-à-dire en monnaie iranienne de 360 millions de toumans (au taux officiel), tandis que le budget prévu pour la construction, l'éducation, l'hygiène, les services sociaux, l'agriculture, les ponts et chaussées, l'eau et l'électricité de la province du Kurdistan (pour le régime, seule la région de Sanandaj est considérée comme Kurdistan), se monte à moins de 2 millions de toumans **par jour**. Autrement dit, ce sont près de 10 toumans par jour que l'immonde régime de Khomeiny vole à chaque citoyen iranien pour alimenter ses

guerres, alors qu'il refuse de dépenser 1 touman par jour par citoyen kurde. Le régime de Khomeiny a tout l'argent qu'il faut pour envoyer à la mort la jeunesse iranienne et massacrer le peuple Kurde, mais il n'en a pas pour les besoins vitaux des Kurdes.

Constatant que les caisses sont vides, le responsable de l'organisation et de la planification du budget a décidé d'augmenter les impôts afin de compenser le déficit. Dès l'an prochain, il a l'intention de multiplier les impôts par 6, mais une telle décision est prise comme la plupart des décisions des autorités de la République Islamique, c'est-à-dire sans étude préalable et sans logique. Tandis que dans la plupart des pays les impôts constituent 50 % du revenu national brut, en Iran ils ne constituent que 7 %. De plus, actuellement, on assiste à d'interminables querelles sur les impôts entre les Ayatollahs. Certains, se prenant pour des experts, d'autres jouissant d'une grande influence, ont la conviction qu'en Islam le principe de l'impôt est inopportun et qu'il suffit de prélever 1/5 (khoms)

des revenus plus I/IO (zakat).

L'un de ces "experts" (dont les propos figurent dans le journal Keihan, dit ceci :

"En Islam, il n'existe pas de termes tels que "profit monétaire" et "politique financière", de plus, les impôts n'existent pas dans l'Islam; alors pourquoi parler de politique monétaire et de politique financière ? ce sont des phénomènes propres à la politique économique de l'Occident. On sait que la politique monétaire est basée sur l'intérêt et comme l'usure est interdite en Islam, l'intérêt constitue l'usure elle-même; pour cette raison, il n'y a pas de place pour l'impôt. Nous n'avons pas de politique financière parce que la politique financière est basée sur l'impôt".

On voit dans quelle atmosphère le gouvernement de Monsieur Moussavi veut compenser une grande partie de son déficit par les impôts !...

La situation délabrée de l'économie iranienne se manifeste clairement par la balance du commerce extérieur : la part du pétrole dans les exportations iraniennes se montait entre 97 % et

99 % pour les années 1983 et 1984.

Contrairement à ce que prétendent les dirigeants de la République Islamique, la place qu'occupe le pétrole dans les exportations de l'Iran aujourd'hui est plus grande que jamais et si ces exportations cessaient, l'économie du pays s'effondrerait totalement.

Durant les six premiers mois de 1985, les importations étaient 35 fois plus élevées que les exportations. Les importations iraniennes portent sur deux produits essentiels :

1/ le matériel de guerre, munitions, etc...

2/ les denrées alimentaires.

L'Iran importe aujourd'hui beaucoup plus de blé, de riz, de viande et de fromage qu'autrefois. Les importations de denrées alimentaires vont croissant à cause du délabrement de la situation économique intérieure et de la démographie galopante. Par exemple, le Ministre de l'Agriculture de la République Islamique avait prévu pour l'année 1985 d'importer 500.000 tonnes de riz au lieu des 700.000 tonnes de 1984, mais on sait qu'au cours des six premiers mois de 1985, le régime a

importé 465.000 tonnes de riz; et si la situation reste inchangée, les importations de riz atteindront 800 ou 900.000 tonnes. Les importations de blé, de viande, d'huile et d'autres denrées alimentaires iront croissant, et lorsque les dirigeants de la République Islamique prétendent que le pays s'approche de l'auto-suffisance, ils mentent délibérément. La poursuite de la guerre, la politique économique aussi irréaliste qu'incohérente, produit d'une philosophie délirante (celle du "Tuteur et expert en droit islamique"), la méconnaissance des problèmes économiques et l'incapacité des planificateurs ont plongé l'Iran dans un marasme économique dramatique. Ces facteurs ne sauraient à plus ou moins long terme que provoquer la chute du régime. Le régime se trouve donc aux prises avec une crise politique et économique qu'il est bien incapable de résoudre avec ses théories surannées et inconsistantes, tout comme il ne pourra sortir de l'impasse militaire où il est acculé car il ne saurait ni gagner la guerre, ni la terminer.

Les inégalités sociales se creusent, entraînant

un mécontentement sans précédent parmi la population, chez les travailleurs en particulier. La multitude des grèves provoquée par le despotisme du régime témoigne de l'ampleur d'une exaspération qui intensifie la crise politique et le délabrement de l'économie, tout en créant d'énormes problèmes pour la poursuite de la guerre menée par le régime. En outre, la pauvreté et le sous-développement culturel et scientifique ne peuvent que perturber de façon accrue les affaires du régime aux prises avec une situation économique plus que précaire. Le régime se trouve au fond d'un abîme et s'il ne procède pas à certaines réformes indispensables à sa survie, il s'écroulera complètement sous les coups de la révolte armée. Même en réalisant de telles réformes, le régime n'évitera pas la catastrophe. Khomeiny lui-même dit : "si nous faisons un pas en arrière, le régime se trouvera au bord de l'abîme", ce qui ne signifie pas qu'il soit dépourvu de moyens d'effectuer des réformes internes.

La Politique étrangère de la République Islamique.

La politique du régime est le prolongement de sa politique intérieure, dont l'objectif est la constitution du prétendu "empire islamique" grâce à l'exportation de la révolution islamique par la force, en s'appuyant sur le terrorisme dans le monde, au mépris des principes diplomatiques qui régissent les relations internationales.

Une telle politique, parallèlement à la nature du régime et l'imposition d'un système despotique moyenâgeux aux peuples d'Iran, ont fait que le régime de Khomeiny est complètement isolé sur la scène internationale. A l'exception de quelques états africains qui approuvent apparemment la politique anti-américaine de la République Islamique, mais qui, en réalité, en collaborant avec le régime de Khomeiny, n'ont d'autre but que de servir leurs intérêts économiques, la majorité écrasante des états du monde se bornent à entretenir des relations diplomatiques et économiques avec le régime. Au Proche-Orient, seuls deux gouvernements, la Syrie et la Libye, collaborent

ouvertement avec le régime de Khomeiny.
La Syrie, dans l'unique intention de renverser le régime irakien et pour profiter du pétrole "gracieusement et gratuitement" offert par Khomeiny (1 million de tonnes) et du pétrole "à prix réduit" (5 millions de tonnes), car ni la politique intérieure, ni la politique étrangère du Parti Baas ne sont compatibles avec la philosophie délirante de Khomeiny.

Le Parti Baas est un parti laïque qui s'avoue partisan du socialisme et de l'unité Arabe. Or, le régime de Khomeiny est un régime religieux extrémiste qui refuse le socialisme et qui est hostile à l'unité arabe puisqu'il prône l'unité islamique. La Syrie soutient l'organisation Amal au Liban tandis que Khomeiny est contre, et qu'il soutient "l'Amal islamique" et le "Parti de Dieu" (Hezbollah). Le désaccord entre la Syrie et la République islamique au sujet du Liban s'aggrave de jour en jour. La Syrie a des relations privilégiées avec l'U.R.S.S. tandis que la position de la République Islamique envers l'U.R.S.S. est antagoniste. La Syrie s'est

rapprochée de la Jordanie, mais le régime de la République Islamique considère la Jordanie alliée de l'Irak et donc son propre ennemi; si le rapprochement de la Syrie et de la Jordanie aboutit à la suppression du contentieux entre Syrie et Irak, alors le régime de Khomeiny se trouvera complètement isolé du Proche-Orient. Une grande partie de ces désaccords existe aussi entre la République islamique et la Libye; de plus, la Libye pratique une politique anti-schiite qui n'est pas compatible avec la politique de Khomeiny au Liban, et c'est pourquoi la collaboration de la République islamique avec la Libye n'est qu'une manoeuvre. L'hostilité de Khomeiny envers l'Irak, ses slogans anti-américains et anti-sionistes ont provoqué la collaboration de la Libye avec Khomeiny.

La République islamique fait indirectement la guerre à l'Afghanistan et apporte tout son soutien aux Hezbollahs d'Afghanistan. Elle est hostile à la politique soviétique en Afghanistan et dans la plupart des pays du monde, et comme elle est anti-communiste et anti-socialiste, elle

est nécessairement radicalement hostile à l'U.R.S.S. Après la répression du Parti Toudeh, l'expulsion des diplomates soviétiques et le retour des experts techniques soviétiques dans leur pays en été 1985, les relations de la République Islamique avec l'U.R.S.S. se sont détériorées et leurs relations économiques sont tombées au niveau le plus bas. Bien que les relations économiques du régime avec la Turquie soient plus développées qu'à l'époque du Chah, la Turquie craignant d'un côté la contagion de ses concitoyens par les théories religieuses extrémistes combat ces idées et de l'autre côté, en tant que partenaire des U.S.A., a permis aux groupes monarchistes de poursuivre leurs activités contre Khomeiny sur son territoire.

En outre, la Turquie a des relations économiques et politiques amicales avec l'Irak. On ne peut donc pas considérer la Turquie comme un pays réellement ami de la République islamique. La position du régime face au Pakistan n'est pas non plus amicale. Depuis cinq ans, le régime est en guerre avec l'Irak et depuis quelques mois il

a révélé son hostilité envers la majorité des autres pays arabes comme l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et le Yemen du nord.

En résumé, le régime ne possède aucun ami parmi ses voisins ni aucun partenaire de confiance au Proche-Orient.

Dans le monde entier, il n'y a de grand ni de petit pays prêt à soutenir le régime en cas de danger. Le régime se trouve donc très affaibli intérieurement par manque de bases sociales solides, et extérieurement il est isolé et n'a ni partenaire, ni ami.

La situation du Kurdistan d'Iran

La politique du régime au Kurdistan reste globalement inchangée. Ses manoeuvres pour amadouer la population Kurde n'a pas donné les résultats escomptés. Actuellement, il se trouve plus isolé que jamais et n'a pas réussi à s'assurer de vraies bases parmi la population. La diminution des djashs ("collabo") dans l'ensemble du Kurdistan et l'hostilité de la population des villes

envers le régime en est la preuve. C'est pourquoi il a commencé à armer de force les habitants de certains villages. L'abstention de la population du Kurdistan lors de la mascarade de l'élection présidentielle est l'exemple le plus récent de l'hostilité unanime des habitants des villes et des villages du Kurdistan envers la République Islamique.

Récemment, le régime a installé d'autres bases militaires dans la plupart des villages du Kurdistan et, aux dires des dirigeants de la République Islamique, le nombre de celles-ci s'élève à 3000. Malgré cela, les opérations victorieuses des forces des Peshmergas démontrent clairement que, même militairement, le régime a échoué à soumettre le Kurdistan. Si, dans l'ensemble de l'Iran, la majorité de la population est mécontente du régime, au Kurdistan la population n'éprouve que haine à son égard. Si dans les autres parties d'Iran, ce mécontentement ne s'est pas encore manifesté activement, au Kurdistan l'opposition au régime s'est manifestée avec une détermination farouche, à savoir par la lutte armée.

Le Kurdistan est véritablement devenu le bastion de la libération de l'Iran tout entier. Pendant ces deux dernières années, en dehors du Kurdistan qui, seul, a résisté au régime, aucune résistance armée sérieuse ne s'est manifestée. Quant aux grèves, il faut préciser qu'aucune organisation de l'opposition iranienne n'a eu la possibilité d'en prendre la direction, et que ces grèves ont été, pour la plupart, organisées à l'initiative des travailleurs eux-mêmes. Il a récemment été question du développement de la lutte armée au Baloutchistan, au point que les autorités de la République Islamique ne peuvent plus la passer sous silence. Ceux qui, jusqu'ici, étaient présentés comme des bandits, sont désormais étiquetés "anti-révolutionnaires" (lire "révolutionnaires"). De l'aveu de l'imam des prières du vendredi, à Zahedan, cette lutte armée est une lutte politique contre le régime. Et il est vrai que les combattants du peuple Baloutch luttent pour leur liberté et leurs droits légitimes. Nous espérons que les révolutionnaires du peuple

Baloutch mettent la situation à profit, resserrent leurs rangs , prennent la direction de la lutte armée et portent leurs coups contre le régime. Après le Kurdistan, c'est le Baloutchistan qui devient un autre bastion de la liberté de l'Iran tout entier. Nous espérons que les autres peuples d'Iran : Azerbaïdjanais, Arabes, Turkmènes ne restent pas inactifs et tôt ou tard prennent part activement à la lutte pour la démocratie et pour assurer leurs droits nationaux. L'intensité de la crise économique, l'impasse dans laquelle se trouve la politique belliciste de Khomeiny, l'ampleur sans précédent du mécontentement et du mépris des masses populaires envers le régime de la République islamique ont aggravé la crise politique et révélé au grand jour les contradictions du régime. A ce propos, un phénomène doit être noté : la situation personnelle de Khomeiny qui, dès le début de la révolution, a joué deux rôles essentiels : chaque fois que le régime se trouvait en danger, Khomeiny a fait jouer son influence personnelle car il avait cette capacité de faire descendre des milliers, et même des millions de

ses partisans dans la rue, pour le soutenir, lui et sa politique. Un tel phénomène a été possible au cours des deux premières années de la révolution et les appareils de propagande du régime ont exploité cette "foule permanente".

Mais désormais, ce temps est révolu, bien que les mollahs de l'entourage de Khomeiny, tels que Khamonei et Rafsandjani aient menacé à plusieurs reprises, au cas où telle ou telle affaire ne s'arrangerait pas, que l'Imam demanderait au peuple de descendre dans la rue. Mais ils savent très bien que les masses populaires n'obéissent plus autant à Khomeiny.

Et pourtant, depuis quelque temps, pour sauver l'honneur, Khomeiny n'en exige pas tant. Lorsque un désaccord apparaissait entre les mollahs les plus puissants de la clique gouvernementale, Khomeiny intervenait en personne en faveur de l'une des parties et l'autre était alors contrainte à plier plus ou moins, à se taire. Mais l'influence de Khomeiny dans ce domaine s'amenuise progressivement. La désignation du Premier ministre après l'élection présidentielle est l'exemple éclatant

de cette influence déclinante. Quand il s'adressa aux 135 députés de l'Assemblée Islamique, Khomeiny leur demanda d'élire Hossein Moussavi comme Premier ministre, mais plus d'un tiers des députés (la totalité étant élue avec l'approbation de Khomeiny), votèrent contre Moussavi, fait symptomatique d'une nette prise de position contre Khomeiny. La rumeur d'une éventuelle élection de Montazary comme successeur de Khomeiny, émise timidement et fort prudemment par l'imam de la prière du vendredi de la ville de Kazvin, démontre bien l'ampleur des désaccords entre les mollahs influents. La plupart des ayatollahs des villes de Machad et de Qom - parfois ouvertement dans les mosquées - ont déclaré leur opposition à la succession de Montazary. Ce fait est aussi le signe du désaccord entre les autorités du régime et l'indication du manque d'autorité et de l'influence décroissante de Khomeiny.

Lorsque une situation en arrive au point où une partie des mollahs exprime son mécontentement sur la manière d'agir de Khomeiny, on peut mesurer

à quel point les masses populaires détestent Khomeiny. Les peuples d'Iran sont fatigués de la guerre et des tueries. Ils veulent la paix et la vie, et détestent le chômage, la vie chère et la misère. Ils veulent une vie digne des hommes du XXème siècle. Ils détestent les brutalités, la torture et la prison. Ils aspirent à la liberté. Ils ont assez de l'ignorance, des deuils, des lamentations. Ils veulent avoir accès à la culture et retrouver la joie de vivre. Plus encore, ils détestent le régime de Khomeiny, source de malheurs, de misères, et qui ne leur apporte que tortures, emprisonnement, exécutions et guerre. Ils aspirent à l'instauration d'un régime démocratique. Le fait nouveau, c'est l'expression de l'opposition récente et impossible à dissimuler des ayatollahs contre le régime de Khomeiny et de sa personne, à l'intérieur des diverses tendances du gouvernement. La lettre des députés de l'Assemblée adressée au Président de la République Khamenei contenant des critiques multiples en plus des propos de l'ayatollah Rouhany à la

mosquée Mohamedi de Qom, où il a manifesté son opposition catégorique à l'élection de Montazary comme successeur de Khomeiny, démontre clairement cet état de choses. Ainsi, durant ses sept années de pouvoir, le régime n'a jamais été aussi décrié. Et c'est pour ces mêmes raisons qu'on n'a jamais vu pareille confusion.

Ce n'est qu'en analysant de très près la situation qu'il est possible de comprendre pourquoi la politique réactionnaire et impopulaire de Khomeiny reste inchangée. Il va de soi que la démocratie et l'autonomie n'auront aucune place tant que durera ce régime. Et c'est pourquoi notre Parti insiste une fois de plus sur la consigne de renversement du régime, recommandée dès le Vème Congrès (décembre 1981). Ni certaines réformes obligatoires ni les tentatives pour amadouer la population ne pourront changer la nature du régime de Khomeiny. Par conséquent, la consigne de renversement de la République islamique caractérise pleinement la position du Parti démocrate face à ce régime.

La position du Parti face aux forces de l'opposition

La position de notre Parti reste inchangée.

Face aux organisations, aux forces et aux personnalités éprises de liberté parmi l'opposition iranienne, notre Parti, comme par le passé, est disposé à collaborer avec eux pour autant que leur objectif primordial soit le renversement de Khomeiny et qu'ils soient opposés à tout retour de la monarchie. Quant au choix des méthodes qu'ils comptent utiliser pour arriver à leur but, c'est leur affaire et non celle de notre Parti.

Bien que le P.D.K.I. ait quitté le C.N.R, il n'en reste pas moins disposé à collaborer efficacement avec l'organisation des Modjahedines du Peuple. Une telle collaboration sera possible lorsque les dirigeants des deux organisations politiques parviendront à un accord sur certains problèmes.

Quant aux autres organisations iraniennes qui exercent leur activité au Kurdistan, elles sont libres de collaborer avec notre Parti et même les bienvenues, mais dans le cas contraire, elles devront respecter certains principes proposés par notre Parti, notamment en ce qui

concerne la circulation au Kurdistan. Après son départ du C.N.R. le Parti a compris qu'il était capital que les forces démocratiques et progressistes constituent un front commun. Le front démocratique anti-impérialiste que propose notre Parti devrait inclure toutes les forces authentiques et républicaines d'Iran, luttant contre le régime de Khomeiny. Le programme de ce front devrait comporter le renversement de la République islamique et son remplacement par un régime démocratique ayant pour objectifs l'indépendance de l'Iran, la pratique d'une politique d'indépendance, l'établissement de la démocratie et des libertés civiques, l'assurance de mettre en pratique les droits naturels des peuples opprimés d'Iran sous forme d'autonomie ou de fédéralisme, et enfin la réalisation des revendications politiques et sociales des travailleurs.

Pour qu'un tel front se réalise, certains points doivent être pris en considération :

1/ Un tel front ne peut se constituer du jour au lendemain. Il faut préparer le terrain

et c'est une tâche qui demandera un certain temps et beaucoup d'efforts.

2/ Ce front ne doit pas être le fruit d'une union passagère et il devra réaliser ses objectifs étape par étape.

3/ Ce front ne vise pas seulement à renverser le régime de Khomeiny. Son objectif est de créer un Iran démocratique, mais une fois cet objectif atteint, ce front doit continuer d'exister pour exercer le pouvoir politique et mettre en oeuvre son programme.

4/ Toutes les forces qui voudront se joindre à ce front devront accepter, en plus du programme, deux points essentiels :

a - ne pas être monopoliste et ne pas tenter d'imposer une quelconque hégémonie, ce qui, dans les conditions actuelles, et comme l'a montré l'expérience passée, ne ferait que causer l'effondrement du front.

b - accepter le pluralisme démocratique dans l'Iran de demain comme base de régime démocratique. Toute dictature après le régime de Khomeiny provoquerait une guerre civile en Iran, guerre

qui mettrait en danger l'indépendance et l'intégrité du territoire. C'est pourquoi la démocratie et le pluralisme politique restent la seule solution pour éviter la guerre civile et la division de l'Iran.

En ce qui concerne la position du Parti envers les forces Kurdes, notre position reste inchangée. Notre Parti soutient la lutte de la nation Kurde dans toutes les parties du Kurdistan pour l'obtention des droits nationaux légitimes.

Dans le passé, notre Parti a aidé dans la mesure de ses moyens les révolutionnaires Kurdes et il est déterminé à poursuivre la même politique. Notre position à l'endroit de la Direction provisoire des fils de Barzani - constituée après l'échec de 1975 - du mouvement Kurde en Irak, reste inchangée. Mais lorsqu'elle nous agresse, quand il y va de son intérêt, qu'elle emboîte le pas aux forces de Khomeiny sur le sol iranien pour combattre nos Peshmergas, nous les considérons comme nos ennemis et agissons en conséquence. Il est clair que nous ne voulons pas faire la guerre à la Direction provisoire et nous préférons, cela va de soi, qu'eux aussi évitent de nous faire la guerre;

mais leur politique passagère ne doit pas nous leurrer car l'expérience a démontré que, chaque fois que la Direction provisoire se sentait en position de force, elle nous portait des coups. Mais lorsqu'elle se sent faible, elle parle de cessez-le-feu....

La Politique internationale du Parti

Le Parti poursuit sa juste politique sur le plan international : lutter contre l'impérialisme, collaborer avec les mouvements de libération des peuples opprimés et les organisations progressistes des pays occidentaux, soutenir la politique de non-alignement, pratique de l'amitié avec les pays socialistes, l'U.R.S.S. notamment. Tel est l'esprit de la politique internationale du P.D.K.I.

Notre parti accepte le soutien politique et matériel de toutes les forces démocratiques et progressistes qui sont disposées à nous apporter leur soutien et leur collaboration, tant que cet apport reste non assorti de conditions préalables préjudiciables à l'indépendance de décision de

notre organisation. Le peuple Kurde opprimé a grand besoin de l'amitié et de la collaboration des autres peuples, et notre Parti s'efforce d'attirer l'attention et de susciter le soutien de l'opinion mondiale et de celle des organisations humanitaires pour lesquelles défendre la liberté, les droits de l'homme et les peuples opprimés constitue un principe fondamental.

Cependant, notre Parti n'est en aucune manière disposé à renoncer à son indépendance et à son indépendance de décision en échange d'un soutien.

Depuis le VIème Congrès, jusqu'à aujourd'hui, le P.D.K.I a fait des progrès importants dans la consolidation des rapports amicaux avec les forces progressistes et les pays socialistes dont les résultats se manifesteront progressivement.

Aujourd'hui, les conditions tant en Iran qu'à

l'extérieur apparaissent beaucoup plus favorables que par le passé et la possibilité de susciter un soutien matériel et moral pour le mouvement démocratique du peuple Kurde et le P.D.K.I. augmente.

Position du Parti face au C.N.R.

En novembre 1981, le P.D.K.I. dans une lettre officielle à M. Radjavi a annoncé son adhésion au Conseil National de la Résistance (C.N.R.) Comme il est dit dans le rapport du Comité Central au Vème Congrès, "l'adhésion de notre Parti au C.N.R. fut décidée pour deux raisons essentielles :

1/ notre Parti a la conviction que la collaboration des forces révolutionnaires iraniennes pour renverser le régime de Khomeiny est une nécessité historique.

2/ la consigne primordiale de notre Parti, démocratie pour l'Iran et autonomie pour le Kurdistan, était exprimée dans le programme du Conseil..

Dans le même rapport, il est dit : "Sans doute

une collaboration sérieuse et l'existence de rapports étroits entre les deux forces essentielles de l'opposition iranienne, l'organisation des Modjahedines et le P.D.K.I, peuvent avoir une influence déterminante sur l'acheminement vers une union entre les autres forces de l'opposition, et sur l'intensification de la lutte des peuples d'Iran pour le renversement du régime réactionnaire de Khomeiny.

Nous espérons que l'adhésion du P.D.K.I au C.N.R. sera le prélude à la création d'un vaste front démocratique anti-impérialiste, et qu'il mettra fin une fois pour toutes à la division des forces éprises de liberté de notre patrie".

Les relations entre le P.D.K.I. et les Modjahedines du Peuple en tant que principaux piliers du C.N.R. pendant quatre ans ont traversé de nombreuses viscissitudes. Pendant ce temps, la direction de notre Parti, avec beaucoup de patience, et avec l'aide de certains membres du C.N.R. se sont efforcés de démocratiser le C.N.R., de le doter d'une identité indépendante, de corriger et de compléter son programme afin

qu'il puisse intégrer les revendications et les exigences des diverses couches et classes sociales, et se transforme progressivement en un vaste front. L'adoption et la signature de trois documents importants du C.N.R. (mars 1982), puis le projet d'autonomie du Kurdistan sur la proposition de notre Parti, furent le résultat de la collaboration théorique et matérielle permanente du P.D.K.I. avec les différentes organisations membres du C.N.R., et surtout l'organisation des Modjahédines. Mais pendant ces quatre ans d'adhésion, l'attitude non-démocratique et monopoliste des Modjahédines s'est ouvertement manifestée, ce qui a conduit le P.D.K.I. à estimer avec précision la nature des Modjahédines et à comprendre que pour démocratiser le C.N.R. et faire accepter aux Modjahédines les réalités du Kurdistan et de l'Iran, il était besoin d'une période beaucoup plus longue. C'est la raison pour laquelle le P.D.K.I. espérait arriver à créer, avec la collaboration d'autres membres du C.N.R. un véritable climat d'entente, de collaboration et de démocratie dans le C.N.R. afin

de le transformer en un véritable Conseil. Durant son adhésion au C.N.R. notre Parti, parfois par lettres officielles du Comité Central, du Bureau Politique, et parfois par l'intermédiaire de ses représentants au Conseil, a exprimé amicalement ses positions et ses critiques sur les activités du C.N.R, et notamment sur le comportement de l'organisation des Modjahédines. Malheureusement, au lieu de rassembler un nombre accru d'organisations et de personnalités autour du programme du C.N.R. la politique monopoliste et le comportement anti-démocratique de l'organisation des Modjahédines, en plus du fait que le C.N.R. ne possédait pas d'identité indépendante et que l'organisation des Modjahédines essayait d'utiliser le C.N.R. à son seul profit, le C.N.R. s'étant vu déserté par certains de ses membres et interdisant publiquement le ralliement à d'autres organisations. En 1984, compte tenu de toutes ces raisons, le Comité Central du P.D.K.I. a adressé une lettre officielle au Congrès, qui fut transmise par le représentant du P.D.K.I. à la réunion du C.N.R. à la fin de l'automne. Cette lettre résumait quelques propositions visant à démocratiser le C.N.R, à mettre

à la domination absolue d'une seule organisation, à doter le C.N.R d'une identité propre et indépendante, avec un programme commun clair et précis pour renverser le régime de Khomeiny; enfin pour qu'il puisse répondre aux revendications socio-politiques de toutes les classes opprimées et réaliser les droits nationaux des peuples opprimés d'Iran.

Il est évident qu'en acceptant nos propositions, le C.N.R. aurait accompli un pas capital, mais malheureusement, non seulement nos suggestions n'ont pas été retenues, mais le responsable du C.N.R., au cours de la première réunion nous concernant, a annoncé que l'acceptation des propositions du P.D.K.I. causerait l'effondrement du C.N.R. Il y a lieu d'indiquer, même sommairement, les propositions essentielles du Comité Central :

"Révision du programme et des statuts du C.N.R., leur rectification et leur amélioration. Démocratisation des rapports internes; suppression de tous procédés anti-démocratiques, contacts avec les autres organisations pour susciter

leur adhésion; déclaration d'amitié du C.N.R. envers les groupes et personnes non hostiles au C.N.R. (à l'exception des royalistes et des partisans de Khomeiny). Reconnaissance des droits nationaux des peuples opprimés d'Iran sous forme d'autonomie ou de fédéralisme (sans tenir compte du mode particulier de lutte de ces peuples); suppression de toute idéologie déterminée, création de publications et d'une station de radio propre au C.N.R. Précision et désignation des méthodes de lutte pour le renversement du régime de Khomeiny, etc...". Telles étaient les propositions du P.D.K.I. soumises à l'approbation du C.N.R. et qui, aux yeux de M. Radjavi, étaient susceptibles de provoquer l'effondrement du C.N.R. ! C'est pourquoi nos suggestions, au lieu de faire l'objet d'un examen sérieux, ont été dénaturées sous le prétexte mensonger que le P.D.K.I. était en train de négocier avec le régime de Khomeiny.

Comme on le sait, aucune négociation n'a eu lieu entre le P.D.K.I. et le régime. A la suite de la demande du régime en juillet 1984, une rencontre s'est produite entre les représentants du Bureau Politique et des envoyés du régime dans l'une des régions libérées du Kurdistan. Lors de cette rencontre, aucune négociation n'a eu lieu sur les revendications du peuple Kurde (démocratie et autonomie). Les représentants du Parti ont seulement formulé les conditions telles qu'elles sont énumérées dans le journal du Kurdistan, n° 99, concernant le commencement des négociations. Après cette rencontre, les autorités du régime ont demandé par messages écrits de nouvelles rencontres avec nos représentants, mais comme le régime refusait d'accepter les conditions posées par nos représentants, ses propositions restèrent sans réponse. A cette occasion, nous jugeons nécessaire d'ajouter quelques éclaircissements :

Notre Parti a toujours eu la conviction que le problème Kurde n'avait pas de solution mi-

litaire. Ce problème doit être résolu par la négociation, dont notre Parti n'a jamais refusé le principe. N'importe quel gouvernement en place, désireux de négocier sérieusement et sincèrement sur la revendication de l'autonomie, sera favorablement accueilli par le P.D.K.I. A ce propos, rappelons que le P.D.K.I. est un Parti indépendant, qu'il prend ses décisions lui-même et qu'il représente la population du Kurdistan. Par conséquent, il estime qu'il a le droit de négocier les revendications légitimes du peuple Kurde. Le désaccord entre le Parti et les Modjahédines ne portait pas sur l'utilité ou l'inutilité des négociations avec le régime. Le P.D.K.I. a affirmé à maintes reprises que dans le cadre de la République islamique, les revendications essentielles du Mouvement révolutionnaire du Kurdistan, "démocratie pour l'Iran et autonomie pour le Kurdistan" étaient irréalisables. La négociation avec le régime s'est donc avérée inutile. Le vrai désaccord portait sur le fait que les Modjahédines niaient au P.D.K.I. le droit de négocier. Notre représentant au Conseil a clairement expliqué

qu'il était impossible que le P.D.K.I. reste le responsable et le garant du mouvement révolutionnaire du Kurdistan, en assure toutes les démarches matérielles et politiques et dirige la lutte armée contre le régime de Khomeiny. S'il doit s'abstenir d'exercer ses compétences en matière de décision, en ce qui concerne le sort de ce mouvement, on voudrait que les responsabilités incombent au P.D.K.I. alors que les décisions et les compétences appartiendraient au C.N.R. ! Il est évident que le P.D.K.I. ne pouvait et ne pourra accepter de tels impératifs. De plus, notre Parti est convaincu que tout mouvement armé, à n'importe quel stade de sa lutte, peut tirer profit d'une négociation. La négociation est aussi un mode de lutte. L'histoire des mouvements de libération, depuis quarante ans, nous a livré des dizaines d'exemples dans nombre de pays où les représentants des mouvements révolutionnaires ont négocié avec les régimes contre lesquels ils luttaient. Nous jugeons nécessaire d'ajouter qu'en tout cas, le P.D.K.I. reste fidèle à ses justes

positions et il négociera si l'opportunité s'impose, ce qui a toujours été une forme de lutte. Ni le tapage, ni la campagne de propagande de telle ou telle organisation ne nous dissuaderont de cette juste position.

Durant les sept dernières années, nombreux furent ceux qui, s'appuyant sur les rumeurs et les ragots, on essayé mais en vain d'effrayer notre Parti pour le contraindre à abandonner ses positions.

Le P.D.K.I. est un parti politique responsable, attaché à ses principes, et devant ce genre d'offensive, il est resté plus inébranlable que les montagnes du Kurdistan. La campagne de calomnies, officieusement et maladroitement orchestrée par l'organisation des Modjahédines, n'a eu aucun effet sur la politique adoptée par le Parti qui se fonde sur une longue expérience. Lorsqu'on a pris conscience de l'ampleur de cette campagne, qui n'était qu'un faux prétexte, et que de toute façon l'organisation des Modjahédines avait décidé de mettre fin à sa collaboration avec le P.D.K.I. au sein du C.N.R., et que pour atteindre cet objectif elle était

prête à faire fi du règlement intérieur du C.N.R. et des principes élémentaires de la démocratie, la direction du Parti, par la publication d'une déclaration du Bureau Politique, annonça son départ du C.N.R.

Dans sa déclaration du 27 avril 1985, le Bureau politique mentionne qu'il semble que le C.N.R a définitivement fermé la porte à toute collaboration, voire même à toute discussion avec le P.D.K.I. : en effet, l'organisation des Modjahédines avant l'arrivée des représentants du Parti à Paris avait organisé la réunion du Conseil pour que soit signée une déclaration qui ressemblait fort à un ultimatum, sachant que le P.D.K.I. ne pourrait accepter d'être spolié de son indépendance de décision.

Notre déclaration disait en effet : "Avec le temps, et surtout le récent problème, unjustifiable à nos yeux, survenu dans la direction des Modjahédines, gérants essentiels du C.N.R, nous avons perdu tout espoir de voir les Modjahédines renoncer à leur sectarisme et aborder les difficultés internes du C.N.R. avec une meilleure volonté,

une compréhension accrue et un esprit d'ouverture pour doter le C.N.R. d'une identité propre, et enfin qu'ils renoncent à leur orientation et à leurs pratiques monopolistes et anti-démocratiques.

C'est pourquoi le P.D.K.I. à son corps défendant, se voit contraint de mettre fin à sa participation au C.N.R. et déclare que les Modjahédines sont seuls responsables de l'effondrement du C.N.R. Contrairement à ce que pensent les Modjahédines, le P.D.K.I. est sûr que le C.N.R, après son retrait du P.D.K.I. ne sera pas renforcé mais qu'il n'incarnera plus un véritable Conseil. L'avenir montrera jusqu'où peut aller, au sein du C.N.R. la collaboration positive des participants actuels dans une atmosphère de collaboration démocratique".

Simultanément au P.D.K.I. et après son départ, nombre d'organisations et de personnalités ont quitté le C.N.R. Actuellement, les autres organisations et membres du C.N.R. sont des adeptes incontestables de l'organisation des Modjahédines, à l'exception toutefois d'une petite organisation

et d'une personnalité. On voit mal comment ces dernières pourraient éviter de quitter le C.N.R. si elles veulent conserver leur identité.

Cela dit, le bilan de plusieurs années d'activité au sein du C.N.R. est positif en bien des points. Durant ses années d'adhésion, notre Parti a réussi à se faire mieux connaître auprès des peuples et des organisations politiques iraniennes, sur le plan interne et externe. De plus, il a réussi à faire admettre à l'opposition iranienne notre détermination à obtenir notre autonomie, au point qu'aujourd'hui n'importe quelle organisation de l'opposition luttant pour renverser le régime de Khomeiny et participant à la future administration du pays est obligée de prendre position sur la question d'autonomie face au P.D.K.I.

En outre, notre Parti a été amené à connaître les idées et les concepts de la plupart des organisations et des personnalités, ceux des Modjahédines en particulier, et l'on peut dire que cette connaissance nous aide grandement à déterminer notre position vis à vis de ces diverses organisations.

L'expérience de plusieurs années d'adhésion au C.N.R. constitue une expérience précieuse pour notre Parti. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'organisation d'un front démocratique anti-impérialiste constitue l'une des tâches les plus importantes pour laquelle notre Parti doit déployer tous ses efforts. Cette fois, le Parti, fort de sa participation passée au C.N.R., est plus que jamais disposé à oeuvrer pour réaliser ce front.

Le Comité central reste convaincu que l'adhésion du Parti au C.N.R. était justifiée. Vu une certaine méconnaissance de l'organisation des Modjahédines du peuple, nous nous sommes un peu trop hâtés et il eut été bien plus fructueux d'éclaircir auparavant certains des problèmes que nous avons avec cette organisation.

Le départ du Parti du C.N.R. a été une démarche justifiée et nous tenons à déclarer que toutes les organisations du Parti et la population du Kurdistan estiment que la démarche de la Direction du Parti était légitime. Nous espérons que le Congrès approuvera la politique du Parti envers

le C.N.R. et les Modjahédines.

Notre politique à l'égard du Komala

Depuis onze mois, l'organisation du Komala, en plein brouillard idéologique, a imposé à notre Parti une guerre civile au Kurdistan d'Iran, guerre qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Le complot criminel fomenté par la direction du Komala le 26 janvier 1985 à Ouraman contre notre Parti, marque un tournant dans nos relations avec le Komala. L'examen des pratiques désastreuses des dirigeants du Parti Communiste du Komala révèle deux aspects nouveaux :

I/ Jusqu'à cette date, les affrontements dus à la politique perturbatrice du Komala restaient locaux, mais les dirigeants du Komala prétendaient n'avoir aucune responsabilité dans ces affrontements qu'ils niaient purement et simplement.

Mais le complot du 26 janvier 1985 fut directement orchestré, puis exécuté par les dirigeants du parti communiste du Komala, ce dont ils se vantent ouvertement aujourd'hui.

2/ Ces dirigeants, conscients de la décision du Parti, savaient qu'en détarrant une fois de plus la hache de guerre dans une région du Kurdistan, ils déclenchaient une guerre qui s'étendrait à la totalité du pays.

Ils ont déclenché leur opération le 26 janvier, en toute connaissance de cause, c'est-à-dire l'extension de la guerre civile à tout le Kurdistan. Les résolutions du IVème Congrès de Komala, et le dernier plenum de cette organisation, ont démontré que les dirigeants du Komala avaient depuis longtemps décidé de déclencher contre le Parti une guerre civile dans l'ensemble du Kurdistan. Cette décision avait essentiellement été motivée par les analyses déviationnistes des dirigeants du Komala pour lesquels les différents courants politiques se présentent comme un triangle du Kurdistan et dont chaque côté est censé caractériser une classe sociale : la République islamique, représentant la bourgeoisie iranienne, le P.D.K.I. la bourgeoisie Kurde et le Komala le prolétariat Kurde.

D'après les dirigeants du Komala, la bourgeoisie Kurde et son représentant constituent le principal

ennemi du prolétariat. Il y a trois ans, l'un des membres du Bureau Politique du Komala écrivait dans un bulletin interne : "Notre tâche essentielle est de frapper et d'abattre le P.D.K.I. même si on doit abandonner certaines régions Kurdes à la République Islamique". Bref, il y a longtemps que les dirigeants du Komala estiment que la guerre contre le P.D.K.I. est prioritaire sur la guerre contre la République islamique. C'est cette "théorie du triangle", aussi déviationniste qu'irréaliste, qui alimente la politique du Komala à l'égard de notre Parti. Il est inutile de s'étendre plus avant sur une pareille théorie, et précisons qu'au Kurdistan, ni la bourgeoisie ni le prolétariat industriel n'ont atteint un degré de développement qui leur permette respectivement d'avoir une organisation représentative. Le P.D.K.I., en ce qui concerne son programme politique, sa composition et sa pratique, constitue l'organisation la plus révolutionnaire du Kurdistan.

d'Iran, et il représente à juste titre les couches laborieuses dans les villes et les villages. Tandis que le Komala "polpotiste" est une organisation de petits bourgeois, évoluant en plein désert idéologique. Son seul emploi est de saboter le mouvement démocratique du peuple Kurde. La raison pour laquelle le Komala a attendu l'an passé pour déclencher sa guerre intestine est évidente. Il y a déjà eu auparavant des affrontements entre le Komala et le Parti, mais grâce à ce dernier, ceux-ci n'ont pas eu de suite et sont restés limités à quelques localités.

Le Komala était jusqu'il y a deux ans une organisation Kurde et ses membres dont la plupart avaient rejoint le Komala pour lutter pour la démocratie et les droits nationaux du peuple Kurde n'avaient pas l'intention de prendre les armes contre le P.D.K.I, sachant la popularité du Parti démocratique et le soutien que lui accorde l'écrasante majorité du peuple Kurde. Il y a deux ans, le Komala s'est intégré au prétendu Parti communiste d'Iran dont les Sahandi

sont les maîtres. Ces derniers ne connaissent rien de la situation du Kurdistan, mais ils veulent appliquer ce qu'ils ont appris dans certains ouvrages. Ils voudraient transformer le Kurdistan en laboratoire où tester leurs théories. Voilà ceux qui se disent communistes, mais leur communisme est d'un genre particulier et on n'en trouve aucun autre exemple dans le monde. Ils ont constitué une organisation qui n'est reconnue par aucun parti communiste authentique. En réalité, le parti communiste du Komala est un phénomène étrange; il se considère comme le parti du prolétariat iranien, tout en résidant dans les montagnes du Kurdistan, loin des centres industriels et du prolétariat iranien ! Il n'exerce cependant aucune activité parmi les ouvriers iraniens. Un an après la constitution de ce soi-disant Parti Communiste, les Sahandi s'appuyant sur leur analyse de la situation ont estimé le moment venu de préparer l'offensive contre le P.D.K.I. Ils pensaient que le moment était propice pour faire main basse sur la direction du mouvement révolutionnaire du peuple Kurde, dirigé par le P.D.K.I. Ils imaginaient que les offensives du régime de la République Islamique avaient réduit les

régions libérées du Kurdistan et que le soutien du peuple au P.D.K.I. avait diminué d'autant. C'est la raison pour laquelle ils ont lancé les hommes qu'ils bernaient à l'assaut des Peshmergas du P.D.K.I. au nom de la lutte des classes. En déclenchant la guerre, les dirigeants du Komala imaginaient être plus puissants, militairement, que le P.D.K.I. et être capables en peu d'efforts de le mettre à genoux. Cette opération était le résultat direct d'une analyse déviationniste et totalement fausse des réalités du Kurdistan. Malgré tous les moyens qu'il emploie en troupes et en matériel, le régime de Khomeiny n'est pas encore parvenu à faire échec au Parti démocratique. Comment, dans ces circonstances, une si petite organisation, nouvellement fondée, pourrait-elle réussir là où Khomeiny a échoué ? Le P.D.K.I. est un parti riche de quarante ans de lutte et d'expérience, et fort du soutien chaleureux du peuple Kurde. Or, il semble que les Sahandi aient été chargés de détruire le mouvement national-démocratique du peuple Kurde, ou du moins de l'affaiblir.

Qui les a chargés d'une telle mission ? Nul ne peut aujourd'hui le deviner, mais l'avenir nous le dira. Il est étrange et regrettable que certains intellectuels Kurdes, qui ont rejoint le Komala parce que c'est en principe une organisation Kurde, soient désormais devenus des jouets dociles et non seulement des exécutants aveugles entre les mains malveillantes des Sahandi contre la population Kurde, et qu'ils encouragent un certain nombre d'individus inconscients et inexpérimentés à participer à cette guerre.

Jusqu'ici, la guerre se solde de la façon suivante : le nord et le centre du Kurdistan sont complètement pacifiés et vidés des hommes du Komala et il est exclu qu'ils y retournent. Ils ont également été chassés des régions Ouraman et Dalaho et ils ne peuvent circuler que dans la région située entre Sagesz, Marivan et Bokan. Un grand nombre de cadres et de membres du Komala ont rejoint le régime de Khomeiny, ou ont totalement abandonné le Komala.

Politiquement et militairement, le Komala est en crise et s'il persiste dans son attitude,

il se retrouvera en pleine division et au bord du gouffre. En effet, il est politiquement isolé et les masses populaires le haïssent désormais. Militairement, il a perdu plus de la moitié de ses effectifs et quant au moral de ceux qui restent, il est très affaibli. Les habitants du Kurdistan ne sont pas prêts à reprendre les armes pour le Komala et celui-ci ne pourra remplacer les hommes qu'il a perdus.

S'il est vrai que, désormais, le Komala a été vaincu militairement et politiquement par les forces du P.D.K.I, soutenu en cela par le peuple Kurde, ce succès n'est pas à la hauteur du Parti. Au cours de cette guerre contre le Komala, les organisations de notre Parti ont tout de même commis certaines erreurs. Et de ce fait elles méritent d'être critiquées : la direction du Parti et les organisations de province n'avaient pas préparé politiquement les militants et les Peshmergas à la guerre contre le Komala, alors que celui-ci ne cessait de présenter notre Parti comme l'ennemi numéro 1. Le Parti, dans sa propagande, n'en a jamais fait autant, au contraire.

Dans la plupart des cas, il a collaboré avec cette organisation et encouragé la bonne entente avec le Komala. On voit donc que lors du déclenchement de la guerre civile, le Komala avait amplement eu le temps de se préparer militairement et politiquement à celle-ci.

Cela n'a pas été le cas du Parti, ce qui explique partiellement les coups essuyés par certaines organisations du Parti au début de la guerre. Certains responsables du Parti n'ont pas pris le Komala au sérieux; ils pensaient qu'il serait aisé de porter de rudes coups au Komala, sans préparation ni plan précis. Malheureusement, ce raisonnement a eu, dans certains cas, des résultats fâcheux pour certaines organisations du Parti. En réalité, le Komala n'est ni l'énorme machine qu'il croit être, ni l'espèce de trublion avancé par certains membres du P.D.K.I.

Au début, la direction du Parti, dans ses analyses, a péché par optimisme quant à la politique du Komala, prenant pour argent comptant les paroles mensongères du Komala, alors que ses dirigeants mettaient la dernière main au complot du 26 jan-

vier. On sait désormais que malgré leurs prétentions, les dirigeants du Komala ne sont aucunement attachés aux principes révolutionnaires et que la morale politique leur est étrangère. Ce sont des gens sans foi ni loi, passés maîtres en rouerie.

La direction du Parti commettrait une grave erreur en pensant que les autres organisations sont attachées autant qu'il l'est à la morale politique et au respect des accords conclus. Quand, à l'avenir, nous serons amenés à collaborer avec une organisation, il faudra la juger et l'aborder telle qu'elle est, et non l'imaginer semblable à nous. Notre position actuelle face au Komala reste la même que celle adoptée par la direction du Parti après le 26 janvier 1985; nous ne voulons pas anéantir le Komala ni politiquement ni militairement. Nous voulons qu'il accepte les réalités communes à toute la population Kurde et à la plupart des organisations politiques. Nos conditions pour un cessez-le-feu et une négociation se basent uniquement sur ce principe. Le Komala demande seulement

un cessez-le-feu dans le but de se ressaisir et de réorganiser ses forces. Il pourra alors, une fois de plus, frapper le P.D.K.I. dans le dos parce que l'opinion des dirigeants du Komala reste inchangée et qu'ils considèrent le P.D.K.I. comme leur ennemi et une force anti-révolutionnaire.

Nous ne voulons pas de cessez-le-feu sans pourparlers visant à préparer la voie d'une véritable négociation. C'est pourquoi nous demandons que la direction du Komala reconnaisse que le Parti démocratique est un parti révolutionnaire. Le Komala admet qu'il existe une révolution au Kurdistan, à laquelle il participe comme toute la population du Kurdistan, ainsi que le P.D.K.I. en tant que force principale.

Il s'ensuit logiquement que le P.D.K.I. est un parti révolutionnaire. Quand nous insistons pour que le Komala reconnaisse cette réalité, ce n'est pas pour qu'il nous délivre un "certificat de révolution". Après quarante années de lutte, le Parti démocratique a reçu un tel certificat de la part du peuple Kurde et de l'Histoire.

Reconnaître que le P.D.K.I. est un parti révolutionnaire, c'est reconnaître une évidence. Cette reconnaissance évitera les affrontements futurs entre le Komala et le P.D.K.I, supprimera l'hostilité existante et préparera la voie d'une collaboration fructueuse dans l'avenir. Après le complot du 26 janvier 1985, le Komala semble être devenu le partisan de la paix. Le Komala a fini par comprendre qu'il n'est pas de taille à affronter l'hostilité des masses et les coups des Peshmergas, ce qui explique que depuis quelque temps, il mène grand tapage en faveur de la paix. Les conditions du Parti démocratique restent les mêmes. Ni le tapage mené par certains groupuscules, ni les exhortations à la paix du Komala y changeront quoi que ce soit. Nous n'avons jamais été favorables à cette guerre, pas plus que le peuple Kurde qui sait fort bien que le P.D.K.I. n'avait aucune envie de faire la guerre au Komala. Au contraire, c'est ce dernier qui a inspiré cet affrontement et c'est pourquoi la majorité du peuple Kurde soutient la politique

du P.D.K.I. face au Komala.

Notre conclusion tient en peu de mots :

Il est temps encore que les dirigeants du Komala acceptent les réalités du Kurdistan pour que la voie de la paix et de la collaboration se dessine entre le Parti et le Komala.

Camarades :

Il y a quelque temps, certaines personnes du "groupe des 7" nous ont informés qu'elles désiraient revenir au Parti. Le Comité Central a estimé la chose possible et le Parti est prêt à les accepter, mais ils doivent avant tout préciser leur position quant à leurs activités passées et la politique du "groupe des 7" qui était à cette époque ouvertement hostile à l'égard du mouvement national démocratique du Peuple Kurde. De plus, ils doivent accepter la politique actuelle du Parti, ses règlements intérieurs et ses statuts, approuvés par le VIème Congrès du Parti. A ce moment-là, le Parti leur accordera un certain délai, et si, durant cette période probatoire, ils font preuve de bonne volonté

et de sincérité, ils pourront individuellement adhérer au Parti.

Cette position se justifie pour deux raisons : d'un côté elle ne dénote aucun esprit de vengeance, et le Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, en tant que parti reponsable et magnanime, donne à tout patriote sincère la possibilité de servir son peuple et le Parti; de l'autre, le Parti ne peut accepter ces individus sans qu'ils aient complètement clarifié leur position passée et exprimé leur accord sur la politique actuelle du Parti à la suite d'une période probatoire.

En tant que l'une des forces influentes de l'opposition et dirigeant du mouvement national démocratique du Peuple Kurde, le P.D.K.I. dans les circonstances actuelles est investi d'une responsabilité historique. Le Congrès du Parti, en tant qu'instance suprême, déterminera sans doute à l'avenir les lignes générales de la lutte du Parti et du Peuple Kurde, mais on peut dès maintenant préciser les tâches essentielles qui nous incombent : nous devons faire en sorte

que la guérilla devienne un mode de vie quotidien pour toutes les forces et les organismes du Parti, accroître la potentialité combattante des Peshmergas.

L'acuité organisationnelle doit être mieux coordonnée afin de rendre plus cohérentes les activités du Parti. Nous devons nous efforcer de mieux faire connaître au reste du monde le Mouvement révolutionnaire et démocratique du Peuple Kurde, ainsi que la lutte du Parti et de ses combattants. Nous devons faire en sorte que s'établisse la collaboration avec les organisations républicaines, progressistes et démocrates afin de préparer les modalités et les conditions propices au renversement du régime de Khomeiny.

Souhaitons plein succès au VIIème Congrès du P.D.K.I. et saluons les cadres et les membres du Parti, les fils combattants du peuple. Nous saluons les héroïques Peshmergas, combattants du Kurdistan et de l'Iran tout entier. Souhaitons la victoire des luttes unies des peuples d'Iran pour l'instauration d'un régime

démocratique.

Souhaitons la victoire du peuple Kurde en lutte pour son autonomie.

A bas le régime réactionnaire de la République Islamique.

Souhaitons la victoire de la lutte unie des peuples du monde contre l'oppression et l'impérialisme.

Vive le P.D.K.I., organisateur et dirigeant de la lutte du Peuple Kurde.

LES RESOLUTIONS

DU

VIIème CONGRES

DU

P.D.K.I.

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. qui s'est tenu le 17 décembre 1985, jour anniversaire de la fondation des forces des Peshmergas, a approuvé à l'unanimité, à l'issue de sa session du matin, le 20 décembre, les articles suivants :

1/ Le rapport du Comité Central qui fut étudié en profondeur durant deux jours a été approuvé par le Congrès.

2/ Considérant que dans le cadre actuel de la République islamique, les revendications essentielles du Peuple Kurde, à savoir démocratie pour l'Iran et autonomie pour le Kurdistan restent irréalisables, le Congrès insiste sur la poursuite de l'objectif : renversement du régime de Khomeiny.

3/ Le Congrès considère le départ du P.D.K.I. du C.N.R. comme justement motivé, réaffirme la position du Comité Central à l'endroit de l'organisation des Modjahédines du peuple et insiste sur la poursuite de notre politique d'indépendance de décision du Parti, en toutes circonstances et par rapport aux Partis et organisations, quels qu'ils soient.

4/ Le Congrès estime que la cause essentielle du conflit opposant le Parti au Komala réside dans la politique d'ambiguïté et de scission larvée adoptée par le Komala; il réaffirme donc la position de la direction du Parti envers le Komala. Le Congrès demande à la nouvelle direction du Parti de mettre tout en oeuvre pour appliquer les principes qui ont été définis afin d'aboutir à une paix durable entre le Komala et le Parti, jusqu'à ce que le Komala prenne totalement conscience des réalités du Kurdistan et mette fin aux désordres qu'il a créés.

5/ Le Congrès approuve la justesse de la position adoptée par le Comité Central du Parti à l'endroit des organisations politiques iraniennes et il demande à la nouvelle direction du Parti de s'efforcer de consolider dans un climat d'amitié et de collaboration les relations avec les forces patriotiques existantes.

6/ Le VIIème Congrès considère que la constitution d'un front démocratique anti-impérialiste entre les organisations progressistes en

Iran est une nécessité historique et demande à la nouvelle direction du Parti d'en être l'élément moteur.

7/ Considérant que les femmes constituent la moitié de la société, le Congrès engage la nouvelle direction du Parti à leur donner de plus grandes responsabilités dans le mouvement légitime du Peuple Kurde et à élaborer un programme efficace et approprié aux conditions actuelles.

8/ Le Congrès considère que la mobilisation croissante de la jeunesse incombe aux cadres et membres du Parti, et recommande à la direction du Parti d'élaborer les instructions et les programmes indispensables à la réussite de cet objectif.

9/ Le Congrès engage la direction du Parti à développer davantage l'information et la propagande, de réactiver la radio (Voix du Kurdistan), de multiplier les publications du Parti et de créer un système de diffusion plus efficace.

10/ Le Congrès engage la direction du Parti à tout faire pour enrayer et mettre fin à la déportation des villageois et à la destruction

des villages du Kurdistan; il faut inlassablement dénoncer les crimes du régime de Khomeiny dans ce domaine pour alerter l'opinion mondiale afin qu'elle condamne cette pratique.

11/ Le Congrès approuve entièrement la politique étrangère de la direction du Parti, réaffirme la nécessité de renforcer les relations amicales avec les partis, les organisations progressistes et les mouvements de libération dans le monde, en particulier avec les pays socialistes.

12/ Le Congrès estime qu'il incombe à la direction du Parti de faire connaître la vie et la lutte du Peuple Kurde au monde entier, et il demande qu'un accent particulier soit mis sur les relations étrangères du Parti.

MESSAGES

DU

VII^{ème} CONGRES

DU

P.D.K.I.

Message aux membres du Parti

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. (Congrès des quarante années de lutte), adresse ses salutations chaleureuses à ses membres et à ses sympathisants, et leur souhaite la victoire dans leur lutte longue et ardue. Durant ces quarante dernières années, dans la lutte contre la dictature et l'oppression, notre Parti a accompli ses tâches révolutionnaires, quelles que soient les circonstances. C'est pourquoi le peuple Kurde accorde une affection toute particulière aux combattants démocrates qui jouissent d'une popularité jamais atteinte jusqu'ici auprès de tous les individus épris de liberté, dans l'ensemble de l'Iran.

Chers Camarades,

Le VIIème Congrès de notre Parti, tenu malgré la situation délicate que connaît notre pays, a procédé à une analyse minutieuse des problèmes politiques actuels de l'Iran et du Kurdistan, afin de déterminer les tâches incombant à tous les membres du Parti dans la prochaine phase de la lutte.

Vos représentants au Congrès ont participé plus activement qu'au cours des précédents congrès à l'élaboration de la stratégie et des méthodes de lutte. Ils ont largement contribué à enrichir le contenu des débats. Vos représentants vont revenir parmi vous, et en replongeant au coeur de la lutte, ils vous transmettront les décisions et les consignes du Congrès. L'exécution des décisions du Congrès incombe aux membres, partisans et sympathisants du Parti. Les participants au Congrès ont l'assurance que les camarades du Parti lutteront avec une farouche énergie pour la réalisation des consignes du Parti et les idéaux du peuple, et plus encore pour la démocratie et l'autonomie.

Avançons ensemble pour la réalisation des décisions et de toutes les tâches à accomplir. C'est le meilleur hommage que nous puissions rendre aux camarades tombés au champ d'honneur et aux camarades qui croupissent dans les prisons de Khomeiny, et qui ont sacrifié leur vie et leur liberté pour les idéaux du peuple Kurde.

Luttons inlassablement pour nous approcher de la victoire.

Message aux Peshmergas du Kurdistan

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. adresse ses chaleureuses salutations aux héroïques Peshmergas qui se dévouent pour la démocratie et l'autonomie. Ces fils du Kurdistan ont, pendant sept années, consécutives de luttes sanglantes et révolutionnaires, défendu les droits du peuple. Aujourd'hui, le nom de Peshmerga est connu de tous les peuples d'Iran et de tous les peuples opprimés du monde. Ce nom au Kurdistan est aussi populaire qu'auprès de tous les individus épris de liberté et de démocratie.

Le Peshmerga est un patriote combattant, prêt à sacrifier sa vie pour la libération du peuple et de sa patrie. Durant ces dernières années, les Peshmergas du Kurdistan ont prouvé qu'ils sont le bras agissant de la révolution, en résistant fermement à tout complot criminel du régime. Ils sont l'honneur du peuple Kurde

et des autres peuples d'Iran. La clé du respect qu'ils inspirent réside dans l'abnégation et la résistance héroïque qu'ils pratiquent pour défendre l'honneur du peuple et pour obtenir les droits bafoués du peuple Kurde.

Chers Peshmergas, héros du peuple,
Durant sept années de guerre sanglante et inégale, face à l'un des régimes les plus réactionnaires du monde, vous avez porté des coups redoutables aux forces du régime rétrograde en place. Vous avez écrit l'Histoire. Vous avez remporté des victoires considérables, mais nombre de vos précieux camarades sont tombés au champ d'honneur. Ces pertes terribles ne vous ont pas abattus, vous avez continué dans la voie de vos martyrs et vous êtes plus résolus que jamais.

Par leur fermeté et leur constance dans la lutte, par leur comportement révolutionnaire, leur respect de la population pour laquelle ils ont pris les armes, par la pratique de leur idéal, par leur sens profond des responsabilités

envers les martyrs du peuple Kurde, les Peshmergas conservent de plein droit leur immense popularité parmi le peuple Kurde.

Votre comportement révolutionnaire est garant de votre popularité et du soutien que le peuple vous accorde. De la tribune du VIIème Congrès du P.D.K.I. nous vous adressons nos chaleureuses salutations, vous qui résistez inlassablement, hiver comme été, aux hordes de Khomeiny. Nous espérons que vous continuerez à sauvegarder ce bastion de la lutte contre la réaction et défendrez le Kurdistan comme le rempart invincible de la lutte contre l'impérialisme.

Message aux prisonniers politiques

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. vous adresse ses chaleureuses salutations, vous qui résistez vaillamment aux bourreaux de Khomeiny dont les exactions, les tortures morales et physiques n'exercent aucune prise sur vous.

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. se tient à un moment où le régime de la République Islamique a transformé le Kurdistan en un champ de bataille.

L'exécution des personnes éprises de liberté se poursuit sans relâche, mais le peuple combattant du Kurdistan, les membres et les Peshmergas du Parti résistent fermement aux offensives du régime pour défendre leurs droits légitimes. Les prisonniers politiques, tant à l'époque de la monarchie qu'à l'heure actuelle, ont toujours été le symbole de la résistance et du sacrifice. Leur résistance dans les prisons du régime apporte un regain d'espoir à tous ceux qui sont assoiffés de justice. On les a torturés, on les a menés à la potence, leur poitrine a été criblée de balles mais ils n'ont jamais courbé la tête devant les réactionnaires.

Vous, les combattants de la liberté de l'Iran, grâce à votre détermination révolutionnaire, vous avez brisé le moral de l'ennemi et hissé sur un piédestal indestructible les révolutionnaires restés fidèles jusqu'au bout à leurs idéaux.

C'est parce que vous résistez et que vous luttez dans les prisons contre le régime le plus

sanguinaire de l'histoire, que la population du Kurdistan peut continuer sa juste lutte armée pour la démocratie, l'autonomie, et pour briser les chaînes de l'esclavage.

La résistance et la lutte héroïque dans les prisons, parallèlement à la lutte extérieure, expédieront le régime de la République Islamique dans les poubelles de l'Histoire. Les bras puissants des peuples d'Iran briseront les portes des prisons et la population iranienne couvrira de fleurs leurs fils combattants. Saluons une fois encore votre résistance révolutionnaire.

Message aux familles des martyrs

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. exprime son estime la plus profonde aux familles des martyrs du Kurdistan et rend un vibrant hommage à leurs fils qui ont sacrifié leur vie pour la libération du Kurdistan. Ils sont devenus le symbole de la lutte légitime du peuple Kurde. Les quarante années d'activité et de lutte

de notre Parti, ne sont qu'une longue suite de vicissitudes. Toutes les pages de cette histoire héroïque sont écrites avec le sang du sacrifice d'un nombre considérable des meilleurs fils du peuple Kurde. Le P.D.K.I. ne peut que s'enorgueillir de ce passé de luttes glorieuses et de sang généreusement versé pour la réalisation des revendications du peuple Kurde.

Le P.D.K.I. sait depuis toujours que le plus bel hommage aux martyrs c'est de continuer la lutte pour l'aboutissement de leurs idéaux. La devise du Parti reste la suivante : "Vaincre pour l'idéal de nos martyrs ou mourir pour lui".

Les participants au Congrès ont pleinement conscience du sacrifice des parents des martyrs. Ce sont eux qui ont sacrifié les plus précieux de leurs fils pour la victoire de la révolution légitime du peuple Kurde. Ce sont eux qui, après la mort d'un fils, en ont envoyé un autre le remplacer dans la bataille. Un peuple qui possède une telle morale révolutionnaire

ne peut qu'être assuré de la victoire finale et de mettre l'ennemi à genoux, malgré sa tyrannique puissance. Notre Parti voit la victoire se dessiner à l'horizon et ce jour-là, nous fêterons celle-ci sur les tombes de nos regrettés martyrs. A leurs familles et à leurs proches nous exprimerons alors nos remerciements les plus profonds.

Le "Congrès des 40 années de lutte" considère qu'en exprimant son estime aux familles des martyrs, il peut adoucir leur perte et leur peine. C'est là un devoir auquel il ne fail-
lira pas, de même que tous les membres du Parti et de la population du Kurdistan.

Message à la population du Kurdistan

Peuple combattant du Kurdistan,

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. vous adresse ses meilleures salutations, à vous qui, durant sept ans, avez participé de toutes vos forces à la révolution, avec les combattants du Parti. Dans son analyse de la situation qui règne dans le monde, en Iran et au Kurdistan aujourd'hui,

le P.D.K.I. a, une fois encore, réaffirmé son intention de poursuivre la lutte pour qu'aboutissent ses revendications sociales, culturelles, économiques et politiques au Kurdistan, telles que notre Parti les a formulées : démocratie pour l'Iran, autonomie pour le Kurdistan. C'est une lutte qui ne concerne pas seulement les combattants et les membres du P.D.K.I. mais encore tous les citoyens du Kurdistan. Ils doivent aussi lutter activement contre le régime réactionnaire de la République Islamique, cet ennemi des intérêts et des droits de tous les peuples d'Iran, et continuer à soutenir fermement les Peshmergas du Kurdistan. Nos sept années d'une lutte semée de vicissitudes ont démontré que la population du Kurdistan avait à coeur de participer au combat et bien qu'elle ait subi les exactions, les tortures, les massacres, la destruction de ses habitations, elle n'a jamais perdu le moral et les pratiques fascistes des mollahs n'ont pas réussi à lui faire baisser les bras. Le P.D.K.I. durant ces sept dernières années

a connu des moments mouvementés, mais à chaque fois, grâce au soutien de la population, il a pu surmonter les phases difficiles de la lutte.

La lutte des Peshmergas et la résistance de la population montrent à quel point ils sont déterminés à atteindre leurs objectifs. Force est de constater l'invincibilité du Kurdistan en tant que bastion de la liberté.

De la tribune du VIIème Congrès du P.D.K.I. nous vous adressons nos chaleureuses salutations, vous qui, malgré toutes vos difficultés et vos sacrifices, résistez comme les montagnes du Kurdistan aux coups de boutoir des ennemis de la liberté. Grâce à votre unité, vous déjouez les complots du régime. Nous, participants au VIIème Congrès du P.D.K.I, réitérons notre serment de continuer jusqu'à la victoire.

Votre soutien encouragera d'autant les combattants du P.D.K.I. Dans la phase actuelle, votre devoir est de préserver votre unité, de resserrer vos rangs et de rester vigilants face aux multiples machinations du régime.

Dans l'avenir immédiat, il est de notre devoir à tous de lutter main dans la main pour faire progresser la lutte de tous les peuples d'Iran contre l'impérialisme et la réaction. Il faut, de toutes nos forces, combattre pour la réalisation des idéaux du Parti et du peuple Kurde.

Message aux Peuples d'Iran

Au moment où le régime impopulaire de la République islamique s'emploie à bouleverser tous les aspects de votre vie, au moment où la dictature et l'étouffement étreignent notre patrie et que toute contestation est impitoyablement réprimée, les fils héroïques du peuple Kurde, sous la direction du P.D.K.I., se sont farouchement dressés contre le régime pour défendre, au prix de leur sang, la liberté et les droits démocratiques de tous les peuples iraniens. La tenue du VIIème Congrès du Parti, dans les circonstances délicates que l'on connaît, est une preuve du développement accru de la lutte et de la constance de l'attachement du Parti à l'exercice de la démocratie.

Nous, participants du VIIème Congrès, sommes fiers de constater que le peuple Kurde assume avec beaucoup de courage le poids de ce long combat historique pour la liberté des peuples d'Iran. Nous attendons que les autres peuples d'Iran se décident à collaborer avec le mouvement Kurde. Nous espérons voir l'unité se réaliser parmi les forces iraniennes éprises de liberté, dans le but de mettre fin à la dictature du régime de Teheran.

Fils d'Iran épris de liberté, chacun sait que la liberté n'est pas gratuite et qu'elle exige des sacrifices. Les régimes sanguinaires et tyranniques ne se renversent pas d'eux-mêmes et il nous faut donc rassembler nos forces et, main dans la main, oeuvrer pour la liberté de l'Iran et le bonheur de nos peuples. Voilà presque sept ans que le peuple Kurde résiste avec courage aux offensives de la République islamique et défend la liberté et la démocratie de l'Iran tout entier. Dans ce domaine, il a vaillamment accompli sa tâche. Mais pour renverser le régime despotique de Khomeiny, il est indispensable que tous les peuples d'Iran

prennent activement part au combat, comme le peuple Kurde, et sapent le régime par tous les moyens. Il faut que les peuples d'Iran collaborent avec le peuple Kurde en l'aidant pécuniairement et moralement, afin qu'il ne reste pas seul dans une si âpre lutte; ce jour là, avec la collaboration fraternelle de tous les peuples d'Iran, le régime de Khomeiny sera renversé et remplacé par un régime démocratique qui garantira les droits politiques, sociaux et nationaux de tous les peuples d'Iran.

Message aux partis et organisations progressistes iraniennes.

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. se tient en un moment où une lutte héroïque et difficile se déroule au Kurdistan et où il ne se passe pas de jour sans que des dizaines de fils valeureux du peuple Kurde se sacrifient pour la démocratie et l'autonomie.

Nous, participants au VIIème Congrès du Parti, voyons la victoire se dessiner à l'horizon, et si tous les révolutionnaires rassemblaient

leurs forces, le renversement du régime ne se ferait pas attendre.

Le régime de Khomeiny a beaucoup profité des disparités et des divisions des forces révolutionnaires. Pour hâter la fin du régime, il est indispensable de nous rassembler au sein d'un front unique. Le moment est venu d'écarter les désaccords secondaires et de canaliser les énergies de tous les révolutionnaires iraniens pour abattre la dictature de la République islamique.

Le P.D.K.I. et ses instances suprêmes tendent la main de la collaboration à tous les partis et organisations épris de démocratie, favorables aux droits des peuples et sincèrement préoccupés de l'avenir du pays.

Nous espérons que notre vibrant appel sera entendu et stimulera l'union de tous. Le renversement du régime et son remplacement par un régime démocratique passe, sans nul doute, par l'union et la solidarité de toutes les forces progressistes et révolutionnaires d'Iran. Que la victoire couronne les efforts des progressistes iraniens.

Message au peuple Kurde dans toutes les parties
du Kurdistan.

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. adresse ses salutations les plus chaleureuses à tous les fils du peuple Kurde dans toutes les parties du Kurdistan, et leur souhaite de sortir victorieux de leur lutte pour la liberté, le bonheur et la justice sociale. Le P.D.K.I. et le peuple Kurde au Kurdistan d'Iran ont toujours soutenu la lutte du peuple Kurde dans toutes les parties du Kurdistan pour qu'ils réalisent leurs droits nationaux légitimes. Ils les ont aidés autant qu'ils le pouvaient dans la consolidation et la poursuite de leur lutte. Notre Parti est convaincu que la lutte du peuple Kurde dans toutes les parties du Kurdistan, dépend de la collaboration sincère des forces progressistes de chaque pays où vivent une partie de la nation Kurde, ainsi que de la collaboration étroite de toutes les forces kurdes. Notre Parti s'est toujours efforcé d'encourager la population du Kurdistan iranien à soutenir ardemment la

lutte des autres parties du Kurdistan. La population du Kurdistan d'Iran a toujours considéré la question Kurde des autres parties du Kurdistan comme partie intégrante du problème Kurde. En toute occasion, notre peuple s'est employé à aider de son mieux les combattants Kurdes des autres parties du Kurdistan. Le VIIème Congrès du P.D.K.I. espère que le mouvement légitime du peuple Kurde dans toutes les parties du Kurdistan trouvera une plus grande solidarité parmi les peuples iranien, irakien, turc et syrien en vue de la liberté, de la démocratie et de l'indépendance. Le Congrès espère encore que toutes les parties de la nation Kurde renforceront leur collaboration et, au besoin, s'aideront matériellement et moralement. A l'heure où notre peuple au Kurdistan d'Iran mène une lutte impitoyable pour renverser le régime de la République islamique et acquérir la liberté et l'indépendance pour l'Iran et l'autonomie pour le Kurdistan, il attend à juste titre d'être soutenu par les autres partis du Kurdistan. Un tel soutien encou-

couragera les combattants du Kurdistan d'Iran à poursuivre leur juste lutte.

Souhaitons une solidarité accrue entre toutes les parties du Kurdistan.

Message aux Partis et organisations démocrates et progressistes dans le monde.

Le VIIème Congrès du P.D.K.I. tient à exprimer ses salutations les plus chaleureuses à tous les partis et organisations progressistes dans le monde et leur souhaite le plein succès dans leurs luttes pour l'instauration de la liberté, de la démocratie et de la justice sociale.

Le P.D.K.I. qui figure parmi les organisations démocrates et progressistes du monde, lutte depuis quarante ans pour la liberté, la démocratie et l'autonomie. Jusqu'à ce jour, il a dû sacrifier des milliers de cadres et de militants. Alors que notre peuple lutte contre l'ennemi le plus sanguinaire et le plus réactionnaire et que pas un jour ne passe sans qu'il perde certains de ses fils,

La tenue du VIIème Congrès est le signe de la fidélité totale de notre Parti à la démocratie, à l'intérieur de ses organisations. C'est pour cette raison que, quelles que soient les énormes difficultés, elles n'ont pu empêcher la tenue des conférences et des congrès. Le P.D.K.I. est fier d'entretenir des relations amicales avec une grande partie des organisations progressistes mondiales et il espère que ces relations se développeront. La plupart des forces patriotiques dans le monde ont soutenu sous diverses formes le mouvement révolutionnaire du peuple Kurde, dirigé par le P.D.K.I., mais ce soutien et cette solidarité doivent s'accroître car les besoins de la lutte sont considérables. C'est la raison pour laquelle le Parti doit s'efforcer d'une part de faire mieux connaître la cause Kurde au reste du monde, et de l'autre susciter une aide accrue à la lutte de libération du Kurdistan, de la part des organisations démocrates et progressistes des partis communistes, socialistes et ouvriers.

Nous souhaitons des liens étroits entre le P.D.K.I. et toutes les forces révolutionnaires et progressistes dans le monde.

Message à l'opinion publique mondiale et aux organisations humanitaires.

Voilà presque sept ans que le régime de la République Islamique impose une lutte sanglante au peuple Kurde d'Iran. Le seul péché de ce peuple opprimé c'est de revendiquer ses droits humains les plus élémentaires. Durant ce temps, la population du Kurdistan d'Iran a subi de lourdes pertes et des dégâts considérables. Des crimes inouïs sont commis à son endroit. Des milliers d'individus sans défense ont été massacrés et des centaines d'autres ont été exécutés par les bourreaux de Khomeiny. Des milliers de familles ont tout perdu, des milliers de personnes ont été torturées dans les geôles du régime. Des milliers de familles Kurdes sont sans abri et des milliers d'autres ont été déportées dans d'autres régions d'Iran.

Durant tout ce temps, les offensives militaires ont continué et, aujourd'hui, le Kurdistan iranien est complètement militarisé. Près de 3000 bases militaires y ont été implantées. Et malgré tout, le peuple Kurde n'est pas à genoux et continue de lutter.

Le mouvement du peuple Kurde, dirigé par le P.D.K.I., continue farouchement et continuera jusqu'à l'obtention de ses droits légitimes.

La tenue du VIIème Congrès dans une telle situation démontre la vitalité de la lutte de notre peuple.

On peut regretter que jusqu'ici, ce peuple opprimé n'ait pu disposer d'un soutien suffisant.

Le Kurdistan a besoin d'une aide matérielle et morale. Tous les hommes de coeur se doivent d'entendre les cris de ce peuple opprimé.

Il faut faire parvenir au Kurdistan des médicaments, des denrées alimentaires, des vêtements et autres produits indispensables à la vie:

Jusqu'alors, hormis une ou deux organisations médicales, aucun organisme international n'a apporté d'aide conséquente.

En un mot, le monde a oublié les Kurdes.

Nous, participants au VIIème Congrès du P.D.K.I. en tant que bras armé du peuple Kurde, réaffirmons que nous résisterons à la politique de génocide mise en marche par la République islamique.

Nous espérons que l'opinion publique mondiale, et notamment des organisations humanitaires dans le monde, nous aideront par leur soutien matériel et moral afin qu'un peuple de plusieurs millions de citoyens ne soit pas victime de la politique d'un groupe de mollahs criminels. Nous souhaitons que notre appel parvienne aux oreilles de tous les hommes de coeur et que nous serons l'objet de toute leur attention.

Message aux partis, organisations, personnalités Kurdes, iraniennes et étrangères, qui ont adressé des messages de soutien et de félicitations à notre VIIème Congrès.

A l'occasion du VIIème Congrès du P.D.K.I. des dizaines de partis, organisations Kurdes, Iraniennes et étrangères nous ont adressé des messages de soutien et des félicitations.

Par leurs messages, ils ont apporté leur soutien à la lutte du peuple Kurde dirigé par le P.D.K.I. d'Iran et ont reconnu le droit indéniable du peuple Kurde et des autres peuples d'Iran à la démocratie et à l'autonomie.

En plus de ses salutations, le VIIème Congrès du P.D.K.I. tient à remercier vivement tous ces partis et organisations de leurs messages. Il considère que leur soutien au mouvement légitime du peuple Kurde et leur solidarité avec les révolutionnaires est le signe de la justesse des revendications de la population Kurde et du respect qu'accorde l'opinion publique iranienne et mondiale aux combattants de la démocratie de l'Iran et de l'autonomie du Kurdistan. Sans doute, ce soutien laisse des traces sur le moral révolutionnaire des cadres et des militants du Parti et des Peshmegas du Kurdistan, et les encourage de plus en plus dans leur activité et dans leur lutte jusqu'au renversement du régime réactionnaire de la République Islamique et l'instauration d'un régime démocratique en Iran.

Espérons que la juste lutte des masses du peuple Kurde soit de plus en plus connue au niveau mondial et qu'elle suscite la sympathie de l'opinion mondiale.

CONTACTEZ LE BUREAU DU PARTI DEMOCRATIQUE
DU KURDISTAN D'IRAN A L'ETRANGER
A L'ADRESSE SUIVANTE:

C/O A.F.K. B.P 102 . 75623 PARIS CEDEX 13 FRANCE
ADRESSEZ VOS CONTRIBUTIONS FINANCIERES A :
C.C.P. PARIS 68040 . M.020 . FRANCE

